

L'irrésistible ascension de Matteo Salvini

Véronique Dassas

Numéro 324, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90909ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dassas, V. (2019). L'irrésistible ascension de Matteo Salvini. *Liberté*, (324), 13–15.

L'irrésistible ascension de Matteo Salvini

Dans cette nouvelle chronique, la journaliste et traductrice **Véronique Dassas** observe l'Italie, où elle vit, et renvoie à Montréal, où elle a longtemps vécu, un écho à la fois personnel et politique. Rapporter le danger, y voir ce qui sauve peut-être, et rêver d'une chose... Elle a un goût prononcé pour le clair-obscur.

Il est vrai, le vieux monde appartient au philistin. Mais nous ne devons pas le traiter en épouvantail dont on se détourne craintivement. Nous devons, au contraire, le regarder bien en face.

KARL MARX, CORRESPONDANCE, 1843

On a dit un temps que l'Italie était le laboratoire politique de l'Europe; il en sort aujourd'hui un personnage singulier, entre Mafioso et Machiavel.

Début 2018, pendant la campagne électorale, Matteo Salvini affirmait avec une assurance déconcertante qu'il parviendrait au pouvoir, alors que pas grand monde le prenait au sérieux. Or, il y est. Il est ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil d'un gouvernement de coalition avec le Mouvement 5 étoiles (M5S) dont il est difficile de ne pas lui réserver l'aile droite. Le parti de Salvini, la Lega, n'a pourtant obtenu que 18% des voix en mars 2018 et le M5S de Luigi Di Maio, 33%. Après des mois de tractations et de scénarios divers proposés au président de la République, les deux formations sont appelées à diriger le pays, non sans avoir signé une sorte de plate-forme de gouvernement. Cela ne signifie pas qu'elles soient faites pour s'entendre; une bonne partie de la presse prétend que la coalition est à la fois gouvernement et opposition, ce qui n'est ni logique ni efficace. Le M5S, qui refuse de se définir comme étant de droite ou de gauche, aurait eu davantage de points communs avec le centre gauche,

auquel il a, depuis sa fondation en 2009, volé pas mal d'électeurs et en particulier dans les régions plus pauvres du Sud. Mais le centre gauche s'est trop servi du Mouvement comme d'un repoussoir pour pouvoir se permettre d'en faire un partenaire. Et puis, il n'est plus ce qu'il était à ses débuts, ce mouvement, disent ceux qu'il a déçus, il a glissé à droite. Quant à la Lega (ex-Lega Nord), elle a une généalogie compliquée de parti régionaliste, fédéraliste, prônant même la sécession du Nord. Elle n'est pas sans expérience du pouvoir, grâce à des alliances passées avec la droite (de Berlusconi en particulier) et, à l'occasion, avec le centre gauche. Salvini a réussi à en faire, en quelques années, un parti souverainiste et national, bien qu'encore peu implanté au Sud. Les deux formations ont en commun de se présenter comme des partis de protestation: contre l'Europe, contre les «castes» au pouvoir... et, en tant que porte-parole du peuple, contre les élites.

De ce récit succinct des manœuvres qui ont mené Salvini où il est, on peut conclure sans trop se mouiller que l'expression «volonté populaire», si chère aux zéloteurs de la démocratie représentative, ne recouvre qu'un fantasme.

Cela dit, Salvini, lui, n'est pas un fantasme (plutôt un cauchemar), et il est aux affaires, cochant à grand renfort de déclarations satisfaites les promesses tenues. «*Ciò che dico, faccio*» («Ce que je dis, je le fais»), répète-t-il comme un mantra. Le tout est clair et simple: formaté pour le tweet,

sans fioritures, pas comme les élites «radical-chic» reines de l'entourloupe, qu'il écorche sans sommation. Priorité aux Italiens, à la famille, à la sécurité, au travail. Stop à l'immigration. Non à une Europe qui impose ses règles, à tout ce qui s'oppose à la souveraineté de l'Italie. Notre grand pays a été conduit au bord du gouffre par «les grands professeurs», les donneurs de leçon du Parlement européen, les intellectuels, toutes catégories confondues, les politiciens d'une gauche jugée hautaine, confite dans ses privilèges, inca-

Le secret du succès politique de Salvini ne tient pas tant à ce qu'il fait qu'à ce qu'il dit. Il s'agit de faire de l'intox.

pable de comprendre le «peuple», qui a oublié les pauvres. Qui a laissé déferler des vagues successives de migrants, donné la priorité aux étrangers, abandonné le pouvoir aux banques et aux multinationales. Désormais, «finie la belle vie» pour les profiteurs du système (en particulier les étrangers sans statut, mais aussi les élites de gauche corrompues par le pouvoir et par l'argent). Il s'agit de fustiger les élites – tout en devenant forcément une – et de miser sur la xénophobie.

Cette image calamiteuse de la «gauche», pour laquelle certains votent encore (par défaut sans doute) et qui arrive donc de temps en temps au pouvoir, n'est pas dénuée de fondement. Tout le monde le sait : ceux qui rêvent encore d'une gauche radicale (anticapitaliste, par exemple) comme ceux qui se contenteraient de beaucoup moins. Salvini l'a bien compris. Il tape sur ce clou chaque fois qu'il en a l'occasion, c'est-à-dire tous les jours. De toute façon, ladite «gauche», représentée aux dernières élections nationales par le PD (Parti démocratique), a été balayée et se trouve depuis en K.-O. technique. Il s'agit d'éliminer ses adversaires, même longtemps après qu'ils s'en soient chargés eux-mêmes.

Le début du mandat de Salvini a été marqué par un branle-bas sur le thème de l'immigration : il a fermé les ports, empêché quelques malheureux de débarquer et beaucoup tonitrué. Tweets et publicité à outrance. Pourtant, cette grande victoire autoproclamée sur les «hordes» de migrants, ce sont les gouvernements de gauche précédents, et l'Union européenne, qui l'ont préparée. Salvini en récolte aujourd'hui les «bénéfices», alors que ce sont ses prédécesseurs qui ont conclu des accords avec les milices et le gouvernement libyens pour bloquer les migrants dans ce pays ou intercepter les bateaux des passeurs ; alors que c'est l'Europe qui depuis des années fait du chantage à certains États africains pour qu'ils retiennent les migrants de passage s'ils veulent recevoir des fonds de développement. Salvini s'est contenté de suivre la même voie et de tirer tout le profit politique possible de ces tractations iniques qui avaient déjà produit des effets bien avant son arrivée au pouvoir (le nombre d'étrangers qui sont arrivés en Italie en 2017 a chuté de 76,8% par rapport à l'année précédente). Le secret du succès politique de Salvini ne tient pas tant à ce qu'il fait qu'à ce qu'il dit, à quand et à comment il le dit. Il s'agit de faire de l'intox.

Dans la foulée, il a quand même fait passer un décret sur la sécurité, devenu loi, qui statue sur différents aspects de la question, dont l'immigration. On supprime le statut de réfugié humanitaire, démantèle les centres d'accueil, prévoit des fonds pour les rapatrie-

digne de Trump : «La défense est toujours légitime !» On comprend mieux la nature même de sa politique. Elle s'apparente à cette droite qui se transforme, selon l'historien Enzo Traverso, «en une nouvelle forme de démocratie conservatrice et autoritaire».

Simplifier ce qui est complexe et enflammer ce qui est facilement inflammable : la xénophobie, le soupçon, la peur, le racisme, la haine. Ce sont des recettes connues.

ments et pour les forces de police, bref, on serre la vis, et les conséquences de ces mesures seront dramatiques pour les migrants. On sait déjà qu'elles ont fait grimper le nombre des abandonnés sur les routes, des sans-papiers, des sans-abri, des morts en Méditerranée et des parqués dans les camps libyens, qui sont de véritables camps de concentration que la Communauté européenne avec ses belles âmes du «plus jamais ça» a carrément organisés à sa frontière. Salvini, quant à lui, se contente de naviguer à l'aise sur la xénophobie diffuse palpable dans le pays, sur la peur de l'«envahisseur étranger». Il répète inlassablement qu'il tient ses promesses : «chasser les voleurs, les violeurs, les criminels et les terroristes, les mauvais» et bien sûr «favoriser l'intégration des bons». Il ne s'agit pas de racisme, dit-il, mais de sécurité de l'État et des citoyens. Et avec cette tirade digne du Jugement dernier, il s'oppose à cette partie de l'Église catholique qui a beaucoup œuvré pour l'accueil des migrants et dont le magazine phare, *Famiglia cristiana*, avait titré fin 2018 : «*Vade retro Salvini!*». Le Sénat a aussi voté en mars dernier un décret sur la légitime défense, que Salvini a accompagné d'un nouveau slogan

Revenons au style : ses formules simplifiées à l'extrême se retrouvent partout, sur les écrans de télévision et à la radio, mais surtout sur les médias sociaux. Toutes les interviews qu'il donne sont reproduites sur son compte Facebook, qui rapporte aussi, bien entendu, ses moindres faits, gestes et considérations : il se prononce sur tout et donne les détails de sa vie d'homme «normal», raconte ce qu'il mange, se plaint de son tour de taille. Sans parler des *selfies*. À ce jeu, la vieille classe politique italienne se retrouve loin sur la touche.

Pendant la campagne pour les élections administratives régionales des derniers mois, Salvini a sillonné la péninsule, dans tous les accoutrements, dans toutes les circonstances, en casquette avec les pêcheurs, en t-shirt aux couleurs sardes au milieu des chèvres, avec les bergers en pleine révolte contre le prix du lait, avec les enfants sur les places, les chiens... Il est hilare, hâlé par le soleil d'hiver, en survêtement, homme du «peuple» avec le «peuple». Sûr de la victoire de la coalition qui, en plus de la Lega, comprend le parti de Berlusconi, Forza Italia, et d'autres petites formations de diverses droites. Eh oui, Salvini gouverne l'Italie avec

le M5S, mais participe aux élections régionales avec Berlusconi, celui avec qui il a mené la campagne des élections nationales, mais qui ne fait pas partie de la coalition de gouvernement. Cette étrange ubiquité en dit long sur le personnage. Il faut préciser que le M5S se refuse à faire liste commune avec qui que ce soit, depuis sa fondation, c'est un principe: on « respecte » l'électorat, il doit savoir exactement pour qui il vote. Salvini, lui, en profite donc pour renforcer la présence de son parti dans les régions, au détriment du M5S, mais cela ne l'empêche pas de jurer fidélité à tout le monde. On peut appeler cela opportunisme ou, quoiqu'il en coûte, intelligence. Un brave type ce Salvini, finalement, doit-on se dire dans les chaumières. Un brave type, tantôt agressif, tantôt ironique; cinglant ou magnanime. Récemment, il répondait par des baisers à ceux qui le mettaient à mal, arborait un t-shirt « Je suis un populiste »...

Il est incontestablement l'homme fort du moment et à côté de lui ses alliés font, dans le meilleur des cas, figure de faire-valoir et, dans le pire, de crétiens. Un exemple: la magistrature de Catania, en Sicile, porte plainte contre lui pour séquestration de personnes et abus de pouvoir dans le cadre de l'« affaire *Diciotti* », un bateau plein de migrants rescapés dont il avait interdit le débarquement. Ses alliés du M5S se déclarent solidaires: « il a agi au nom de la sécurité de l'État et, puisque nous faisons partie du gouvernement, nous en sommes responsables comme lui », acquiescent-ils. Et, parce qu'il faut bien sauver le gouvernement, après consultation avec leur base, ils votent au Parlement contre ce procès. Ce faisant, ils le sauvent, mais ils renient tous leurs principes. Depuis sa fondation, le M5S proclame sur toutes les places d'Italie que les politiciens doivent rendre des comptes sur leurs agissements devant les tribunaux, comme tous les citoyens. Salvini sort vainqueur de l'affaire et fait passer par la même occasion ses

alliés pour des fantoches. Il s'agit, à terme, de se débarrasser de ses alliés sans avoir l'air d'y toucher.

Si on arrive à aller au-delà du bruit et de la fureur dont Salvini est à la fois le sujet et l'objet, on se rend vite compte que, pour le moment, les grandes réalisations, les grandes nouveautés ne sont pas au rendez-vous. Salvini a toujours l'air affairé, il « travaille », dit-il, nuit et jour, mais il est souvent absent des assemblées quand ses partenaires de gouvernement débattent de dossiers importants pour eux, comme le revenu de citoyenneté. Ce qui frappe, en revanche, c'est l'omniprésence du « capitano » sur le terrain, sa façon d'occuper la scène et d'y donner une représentation de la politique version démagogie. Simplifier ce qui est complexe et enflammer ce qui est facilement inflammable: la xénophobie, le soupçon, la peur, le racisme, la haine. Ce sont des recettes connues et d'autant plus éprouvées qu'elles s'appliquent sur fond de crise économique et d'absence d'opposition. Le centre gauche est inscrit aux abonnés absents pour cause de reconstruction urgente, mais il est évident que, même au meilleur de sa forme, englué dans la sacralisation de l'État et du travail salarié, il ne représente pas une opposition bien redoutable, incapable qu'il est de critiquer radicalement le capitalisme.

Faute de pouvoir freiner Salvini, on le traite de populiste ou de fasciste, des imprécations qui ne sont, en l'occurrence, que des coquilles vides. Le terme « populiste », si souvent employé, est tellement vague et fourre-tout qu'il n'y a rien à en faire si ce n'est le bannir – avec le mot « peuple », qui est d'ailleurs au moins aussi imprononçable, quand tous s'en réclament en le faisant passer avec Hobbes pour cette impossible « sorte d'unité qui a une volonté unique ».

Quant aux comparaisons qui évoquent la République de Weimar, s'alarment du retour du fascisme, bref, tentent de faire peur pour masquer l'incapacité à faire face, elles ne sont

pas très convaincantes. Que Salvini s'appuie sur un réseau de groupuscules d'extrême droite pour donner une organisation nationale à son parti, certains journalistes en ont fait la preuve. Mais il est évident que le scénario du fascisme historique n'est pas de retour en Italie: on n'arrête pas les opposants, on n'organise pas la délation et les lynchages, on n'embrigade pas la jeunesse, on n'exige pas l'adhésion au parti pour accorder un boulot de fonctionnaire... Non, Salvini n'est pas le Duce. Il évoque sa mémoire avec un certain plaisir au milieu de ses milliers de tweets, mais cela s'arrête là. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne soit pas très dangereux dans sa tentative de « construire », selon les termes d'un jeune stratège de la Lega, Vincenzo Sofo, « une force « conservatrice » qui offre la plus large représentation possible à la moitié droite du pays ». Et cela même si ce gouvernement n'est qu'une bulle de savon qui aura éclaté au moment où on lira ces lignes, donnant raison à ceux qui font confiance à l'inconstance de l'électorat italien et à l'incompétence de la coalition au pouvoir.

Cela voudrait dire en revanche que cette droite souverainiste radicale en cours de consolidation a une très sérieuse longueur d'avance sur la gauche. Et qu'elle se confirme, selon les termes du philosophe Paolo Virno, comme une « caricature malfaisante de ce que les hommes et les femmes pourraient faire à l'époque de la communication et du savoir comme bien commun... [...] la transformation en cauchemar de ce que Marx appelait « le rêve d'une chose » ».

Il s'agit donc de rêver assidûment de cette « chose » et de la penser; de résister comme les maires de Naples, de Palerme, de Florence, qui déclarent ne pas appliquer la loi sur la sécurité; d'agir « contre », ce qui en ces temps sombres fait entrer un peu de lumière... (L)